



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 15 (2026)

Faits saillants

- ❖ Indonésie : exposée au choc pétrolier, la hausse des coûts énergétiques exerce une pression croissante sur les finances publiques et les subventions
- ❖ Laos : confronté à une crise énergétique aiguë, marquée par une flambée du prix du diesel de +163 % et des pénuries généralisées de carburant
- ❖ Vietnam : les entreprises subissent une hausse généralisée des coûts de production (+5 % à +10 %), liée au renchérissement de l'énergie et des intrants importés

LE CHIFFRE À RETENIR

1 Md USD

Singapour déploie 1 Md USD pour soutenir les PME face à la hausse des coûts énergétiques.

Région

Les compagnies aériennes asiatiques privilégient la liquidité face au choc pétrolier

Les compagnies aériennes asiatiques adoptent une stratégie de préservation de la liquidité face à un choc pétrolier qualifié de plus sévère depuis les années 1980, lié notamment aux perturbations au Moyen-Orient. Le prix du kérosène a fortement augmenté, avec une hausse d'environ +140 % en un mois, tandis que les coûts de raffinage ont dépassé 100 USD par baril, contre 20 à 30 USD en moyenne historique. Dans ce contexte, les transporteurs réduisent leurs investissements et dépenses non essentielles, à l'image de Thai Airways qui a reporté plusieurs projets. Les prix des billets devraient augmenter afin de compenser la hausse des coûts, dans un secteur où les marges étaient déjà limitées à environ 4 %. Malgré une détente partielle des prix du pétrole depuis le début du mois d'avril et en particulier de puis l'annonce le 8 avril d'un cessez-le-feu temporaire en Iran, les tensions devraient persister à court terme.

Indonésie

La déforestation augmente de 66 % en 2025

En Indonésie, la déforestation a fortement accéléré en 2025, marquant un retournement de tendance après plusieurs années de recul, selon un rapport de l'ONG Auriga Nusantara. Ainsi, 433 751 hectares de forêts auraient été détruits en 2025, contre 261 575 hectares en 2024 (d'après les données d'Augira Nusantara), soit une hausse de 66 %. L'ONG fait le lien entre cette dynamique et l'expansion des programmes publics de sécurité alimentaire et énergétique, portés par le président Prabowo Subianto, visant à réduire la dépendance aux importations. Au total, environ 20,6 millions d'hectares de terres relevant du régime forestier auraient été alloués à ces projets en 2025. A l'extension des plantations industrielles, notamment pour la biomasse et l'huile de palme, s'ajoute en outre le développement des concessions minières (charbon, or, nickel) comme moteurs de la déforestation. Les régions de Kalimantan, Sumatra et Papouasie concentrent l'essentiel des pertes.

L'Indonésie augmente la surcharge sur le carburant d'aviation et le prix des billets d'avion face à la flambée des prix du pétrole

L'Indonésie a relevé sensiblement la surcharge sur le carburant d'aviation et autorisé une hausse des prix des billets afin de faire face à la flambée des prix mondiaux du pétrole liée au conflit au Moyen-Orient. Depuis le 6 avril, cette surcharge atteint 38 %, contre 10 % auparavant, tandis que les prix des billets domestiques sont autorisés à augmenter de 9 % à 13 %. Cette décision s'inscrit dans un contexte de forte hausse du kérosène, dont le prix a progressé de plus de 70 %, et fait suite aux demandes de l'Association indonésienne du transport aérien (Inaca), qui appelait à des ajustements tarifaires pour alléger la pression sur le secteur (cf. [Brèves semaine 13](#)). Pour limiter l'impact sur les ménages, le gouvernement a toutefois annoncé la prise en charge de la TVA de 11 % sur les billets domestiques en avril et mai 2026, soit une subvention mensuelle d'environ 1 300 Md IDR (76 M USD). Parallèlement, des exonérations de droits d'importation sur les pièces détachées aéronautiques ont été mises en place. L'ensemble de ces mesures vise à assurer la continuité des opérations aériennes, malgré des ajustements attendus de la part des compagnies, notamment des réductions de vols.

Accélération du programme de biodiesel B50 pour renforcer l'indépendance énergétique

Le gouvernement souhaite accélérer la mise en œuvre de son programme de biodiesel B50, composé à 50 % d'huile de palme et à 50 % de carburant, afin de renforcer sa sécurité énergétique et de réduire sa dépendance aux importations. Le déploiement est prévu à compter du 1er juillet 2026, à l'issue de près de six mois d'essais jugés concluants dans plusieurs secteurs, notamment les navires, les trains et les camions, selon le ministre de l'Énergie et des Ressources minérales Bahlil Lahadalia. Selon les estimations de gouvernement, cette mesure pourrait réduire la consommation de carburants fossiles d'environ 4,0 millions de kilolitres par an et générer jusqu'à 48 000 Md IDR (2,8 Md USD) d'économies sur les subventions énergétiques, selon le gouvernement. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie du président Prabowo Subianto visant à renforcer la résilience énergétique en s'appuyant sur les ressources renouvelables domestiques.

Forte correction des marchés financiers indonésiens au mois de mars

Selon l'OJK, le marché des capitaux indonésien a enregistré une correction marquée en mars 2026, se traduisant par un repli significatif des principaux indicateurs financiers. L'indice composite de Jakarta (JCI) a clôturé à 7 048,22 points, en baisse de 14,42 % sur un mois, sous l'effet des tensions au Moyen-Orient et de la hausse des prix mondiaux de l'énergie, qui ont accentué la volatilité sur les marchés régionaux. L'OJK note toutefois une hausse du nombre d'investisseurs « domestiques », de 1,78 million au cours du mois, tandis que le nombre total d'investisseurs a atteint 24,74 millions, soit une progression de 21,5 % en glissement annuel. À l'inverse, les investisseurs étrangers ont réduit leur exposition, réalisant des ventes nettes de 23 340 Md IDR (1,4 Md USD). Ces sorties de capitaux exercent des pressions sur la roupie, qui s'est dépréciée au-delà de 17 000 IDR par USD (+1,05 % sur un mois). Parallèlement, les réserves de change de l'Indonésie ont reculé à 148,2 Md USD fin mars (-2,5 % sur un mois), soit six mois d'importations.

Malaisie

La Banque mondiale relève sa prévision de croissance à 4,4 % en 2026

La Banque mondiale a relevé sa prévision de croissance pour la Malaisie à 4,4 % en 2026, contre 4,1 % auparavant, après une expansion du PIB de 5,2 % en 2025, tirée par la solidité de la demande intérieure. La consommation privée devrait en rester le principal moteur, soutenue par un marché du travail favorable et une progression des salaires réels médians d'environ 6 % l'an dernier. La projection reste légèrement supérieure à la croissance régionale attendue de 4,2 %. Toutefois, les perspectives demeurent

soumises à des incertitudes externes, notamment liées au conflit au Moyen-Orient, aux politiques commerciales américaines et à la réorientation des exportations chinoises. Environ 46 % des exportations malaisiennes vers les États-Unis bénéficient actuellement d'exemptions tarifaires, dont une grande partie dans l'électronique, secteur représentant près de 30 % de la valeur ajoutée domestique, ce qui constitue un risque en cas de retrait de ces exemptions.

Ralentissement de la production industrielle en février

La production industrielle a augmenté de 3,1 % en g.a. en février (après +5,9 % le mois précédent en g.a.) marquant un ralentissement légèrement plus important qu'attendu (consensus Bloomberg à +5 %). Elle s'est en effet amoindrie dans l'industrie manufacturière (+4,2 % après +7,3 % en janvier, en g.a.) et dans la production d'électricité (4,6 % après +6,2 %, g.a.). L'extraction de pétrole et de condensats a reculé de 4,8 % (après +3,8 %, en g.a.). La production industrielle enregistre ainsi sa croissance la plus faible depuis juin 2025.

L'industrie manufacturière et les exportations menacées, à court-terme, par le conflit au Moyen-Orient

Une enquête menée auprès de 200 entreprises par la Fédération des fabricants malaisiens (FMM) au début du mois d'avril estime que le conflit au Moyen-Orient pourrait interrompre la production et les exportations malaisiennes d'ici fin avril, les perturbations des routes maritimes provoquant des pénuries de matières premières. Le secteur manufacturier, qui représente 23 % du PIB, est fortement dépendant des chaînes d'approvisionnement mondiales : 82,9 % des entreprises importent plus de 30 % de leurs intrants. La menace principale est l'indisponibilité physique des matériaux : 69,5 % anticipent des pénuries à court terme et 8,2 % disposent de moins de deux semaines de stocks. Le naphta, le GPL, les produits chimiques spécialisés, les métaux et les intrants alimentaires sont particulièrement touchés. Les entreprises cherchent des fournisseurs alternatifs en Asie, mais les contraintes réglementaires, les contrôles-qualité et les coûts élevés ralentissent l'ajustement. Parallèlement, près de la moitié des industriels signalent une augmentation de 10 à 30 % des coûts énergétiques, tandis que plus d'un tiers font face à des hausses supérieures à 30 %, notamment dans les secteurs intensifs en diesel. Les coûts de fret ont également bondi, plus de la moitié des entreprises enregistrant des hausses de 20 à 50 %, ce qui érode les marges des exportateurs. Les quotas de diesel perturbent aussi le transport local. Près de la moitié des industriels ont déjà réduit leur production et 75 % signalent une hausse d'au moins 10 % des coûts. Dans ce contexte, le

gouvernement a demandé à la Banque centrale (BNM) d'étudier des mesures de soutien.

Singapour

Singapour déploie un soutien de 1 Md USD pour atténuer le choc des coûts lié au conflit au Moyen-Orient

Le gouvernement singapourien a annoncé un paquet de soutien d'environ 1 Md USD afin d'aider les entreprises et les ménages à faire face à la hausse des coûts liée aux tensions au Moyen-Orient. Le taux de remise sur l'impôt sur les sociétés a été relevé de 40 % à 50 % pour l'année fiscale 2026, avec un plafond porté à 40 000 USD, tandis que l'aide forfaitaire maximale atteint désormais 2 000 USD. Par ailleurs, le dispositif de soutien à l'efficacité énergétique, pouvant aller jusqu'à 30 000 USD, est étendu à l'ensemble des secteurs jusqu'au 31 mars 2028. Ces mesures visent à soulager la trésorerie des PME tout en renforçant leur résilience face à des prix de l'énergie durablement élevés.

Le nucléaire présenté comme une option crédible pour la sécurité énergétique de Singapour

Dans un contexte de tensions énergétiques accrues, le débat sur le nucléaire à Singapour évolue d'une réflexion théorique vers des considérations opérationnelles. Cette source d'énergie est présentée comme une solution fiable et bas carbone, complémentaire du solaire, malgré des contraintes liées au foncier et à la densité urbaine. Des options telles que des installations offshore, souterraines ou situées dans des zones industrielles (Tuas, Jurong Island) sont évoquées. Les avancées technologiques, notamment les petits réacteurs modulaires, réduisent les risques associés. Les enjeux de sûreté, de gestion des déchets et d'acceptabilité sociale restent centraux, mais doivent être traités dans une logique d'anticipation face aux risques croissants de perturbation des approvisionnements énergétiques.

Les États-Unis corrigent une erreur sur le solde commercial avec Singapour

Les États-Unis ont retiré une déclaration erronée selon laquelle Singapour affichait un excédent commercial de 34,3 Md USD (27 Md USD) avec eux en 2024. Le ministère du Commerce et de l'Industrie singapourien a précisé qu'il s'agissait en réalité d'un excédent en faveur des États-Unis. Cette correction intervient dans le cadre d'enquêtes en cours menées par le bureau du représentant américain au commerce, lancées les 11 et 12 mars 2026, portant notamment sur les surcapacités industrielles et les restrictions liées au travail forcé. Singapour a indiqué qu'il était prématuré d'évaluer les impacts potentiels de ces procédures, tout en poursuivant un dialogue avec les autorités américaines.

Les États-Unis instaurent des droits de douane de +100 % sur les médicaments à portée limitée

L'Autorité Les États-Unis envisage d'imposer des droits de douane de +100 % sur certains médicaments de marque importés. La mesure devrait rester limitée, de nombreuses exemptions ayant été négociées avec l'UE, le Japon, la Corée du Sud, la Suisse et le Royaume-Uni. Seules les entreprises et pays sans accords spécifiques seraient réellement concernés, notamment Singapour, l'Inde et la Chine. Toutefois, l'impact économique attendu est jugé marginal à court terme, compte tenu du périmètre restreint. Cette décision s'inscrit surtout dans une logique stratégique face à la montée en puissance de la Chine dans le secteur biopharmaceutique. La Chine représente désormais environ 1/3 des nouvelles molécules en développement au niveau mondial, contre 4 % il y a 12 ans. Les autorités américaines considèrent désormais le secteur pharmaceutique comme relevant de la sécurité nationale. Ces mesures pourraient préfigurer un durcissement des politiques commerciales dans les secteurs technologiques sensibles.

Vietnam

Conflit au MO : les entreprises vietnamiennes confrontées à une forte hausse des coûts.

Le choc économique lié au conflit au Moyen-Orient commence à peser significativement sur les entreprises vietnamiennes. Selon une enquête récente du Comité d'études sur le développement économique du secteur privé (Comité IV), rattaché au Conseil consultatif du Premier ministre pour la réforme des procédures administratives, 87,7 % des entreprises interrogées déclarent une augmentation de leurs coûts de production. Parmi elles, 50,4% jugent cette hausse importante, avec des augmentations généralement comprises entre 5 % et 10 %, pouvant dépasser 20 % pour certains postes. Les secteurs les plus exposés sont ceux qui dépendent des prix de l'énergie, des matières premières importées, des services logistiques et du financement. En parallèle, elles déclarent faire face à des pressions croissantes pour vendre leurs produits. Quant aux coûts logistiques, ils ont augmenté de 5 % à 15 % pour la majorité des entreprises. 8,1 % d'entre elles indiquent même une augmentation supérieure à 30 %. Dans le même temps, 53,5 % des entreprises déclarent une baisse des commandes à l'exportation, principalement en provenance d'Asie et du Moyen-Orient. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement, en particulier dans le transport maritime, entraînent des retards de livraison et compliquent la planification de la production. Dans ce contexte incertain, de nombreuses entreprises revoient leurs stratégies d'approvisionnement et ajustent leurs prix, tout en prenant en considération la volatilité des marchés mondiaux. Ces chiffres soulignent l'ampleur de l'impact du conflit au Moyen-Orient sur l'économie vietnamienne et la vulnérabilité des

entreprises locales aux fluctuations des prix mondiaux de l'énergie et des matières premières.

Conflit au MO : trois scénarios d'impacts sur l'économie vietnamienne selon la BIDV.

Selon un récent rapport de l'Institut de recherche de la Banque d'Investissement et de Développement du Vietnam (BIDV), l'une des 4 plus grandes banques du Vietnam, le conflit en Iran pourrait affecter l'économie vietnamienne selon trois scénarios distincts. Un état des lieux préliminaire met en évidence la sensibilité du Vietnam aux chocs externes, en particulier via les prix de l'énergie, les échanges commerciaux et les flux de capitaux. Selon cette analyse, les impacts dépendraient de l'intensité et de la durée du conflit. Dans le scénario de courte durée (4 à 5 semaines), les effets resteraient limités, avec une hausse modérée des prix de l'énergie et de l'inflation, ainsi qu'un léger recul des exportations, des IDE et de la croissance. Dans le scénario de moyenne durée (4 à 5 mois), les effets seraient plus marqués, avec une augmentation plus prononcée des coûts énergétiques, un recul significatif des exportations et des IDE, et un ralentissement plus net de la croissance. Enfin, dans le scénario de longue durée (plus de 6 mois), les impacts seraient importants, avec une forte hausse des prix des carburants, une contraction des exportations, un repli des IDE et un ralentissement notable de la croissance, dans un contexte d'inflation élevée.

	Scénario de courte durée	Scénario de moyenne durée	Scénario de longue durée
Durée du conflit	4 à 5 semaines	4 à 5 mois	Plus de 6 mois
Prix des carburants	+15 %	+18 à 20 %	30 à 40 %
Baisse des exportations (évolution du taux de croissance)	-0,5 à -1 point de pourcentage (pp.)	-2 (pp.)	Forte baisse
Baisse des IDE (évolution du taux de croissance)	-0,5 à -1 (pp.)	-1 à -1,5 (pp.)	-2 (pp.)
Inflation (CPI) (glissement annuel)	4 à 4,5 %	4,2 à 4,7 %	4,5 à 5 % voire plus élevée
Croissance du PIB	-0,6 à -0,8 (pp.)	-0,8 à -1,2 (pp.)	-1,2 à -1,5 (pp.)

Minéraux critiques : construction d'une usine de traitement des terres rares.

D'après une information publiée par Nikkei, en mars 2026, le groupe australien LYNAS et la société sud-coréenne LS Cable & System ont officialisé un accord cadre pour la construction d'une usine de traitement de terres rares au Vietnam, avec un premier investissement de 21 M USD annoncé fin 2025 par LS EcoEnergy. Ce projet s'inscrit dans une dynamique plus large de diversification des chaînes d'approvisionnement mondiales, alors que le Vietnam détient des réserves significatives, estimées à 3,5 millions de tonnes (selon les estimations de 2025 du US Geological Survey). Le pays cherche ainsi à attirer des investissements étrangers et à développer ses capacités de raffinage, afin d'augmenter la valeur ajoutée de ses ressources et de réduire sa dépendance aux technologies étrangères, dans un contexte marqué par la recherche d'alternatives à la domination chinoise dans ce secteur. Ces initiatives s'appuient sur la loi révisée en décembre 2025 sur la Géologie et les Minerais: elle encourage les partenariats et crée l'obligation pour les entreprises étrangères d'investir dans des usines de traitement et transformation locales ou de s'associer à des opérateurs agréés par l'État, dans l'objectif de favoriser les transferts de technologies et de repositionner l'industrie vietnamienne dans l'aval de la chaîne de valeur. Parallèlement, le pays développe ses relations avec l'Union européenne, qui cherche à sécuriser ses approvisionnements en minéraux critiques via des partenariats respectant les normes sociales et environnementales. La demande mondiale en terres rares, essentielles aux produits électroniques, devrait continuer à croître, avec un marché évalué à 19 Md USD en 2025 et une projection de 36,7 Md USD d'ici 2034.

Thaïlande

Politique générale : le gouvernement Anutin 2 présente au Parlement une feuille de route économique axée sur des réformes structurelles

Le Premier ministre Anutin Charnvirakul a prêté serment avec ses 35 ministres le 6 avril 2026, avant de soumettre au Parlement les 9-10 avril une déclaration de politique générale. Après être brièvement revenu sur les mesures de gestion de la crise énergétique, il a détaillé ses orientations de moyen termes, articulées autour de cinq axes. Sur le plan économique, la déclaration fixe un objectif de croissance supérieure à 3 % par an et s'appuie sur quatre priorités structurelles : la simplification administrative, avec l'adoption d'une loi-cadre unique (« Super Licence ») dans les 180 jours et d'un ensemble législatif de modernisation économique (« Loi Omnibus ») dans l'année ; l'adhésion à l'OCDE, dont l'échéance est avancée de 2030 à 2028 ; la restructuration du soutien aux petites et moyennes entreprises, notamment via un avantage à l'achat public pour les producteurs nationaux (« Made in Thailand First ») et des outils de financement

bonifiés ; et enfin la transformation du secteur agricole vers un modèle s'appuie sur les données et l'intelligence artificielle, avec pour ambition de faire de la Thaïlande un centre mondial de sécurité alimentaire. Sur le plan de la gouvernance, le gouvernement s'engage à réduire la taille de la fonction publique via un programme de départ anticipé à la retraite, à généraliser le télétravail dans l'administration et à réviser plus de 7 000 textes réglementaires jugés obsolètes. À l'international, outre l'objectif d'adhésion à l'OCDE, le gouvernement annonce que la Thaïlande assurera la présidence de l'ASEAN en 2028.

Infrastructures : le ministre des Transports dévoile un plan d'investissement de 61 Md USD sur six grands projets

Le vice-Premier ministre et ministre des Transports Phiphat Ratchakitprakarn a présenté le 7 avril le portefeuille d'investissements prioritaires du gouvernement Anutin 2, qui regroupe six projets pour un montant total de 61 Md USD (1 960 Md THB). Le projet phare reste le corridor de transport reliant le golfe de Thaïlande à la mer d'Andaman « Land Bridge », avec une enveloppe de 31 Md USD (997 Md THB) et une ouverture d'appel d'offres prévue fin 2027, pour un début de construction en 2028. La ligne à grande vitesse Thaïlande-Chine (phase 2, tronçon Nakhon Ratchasima-Nong Khai) mobilise 10,6 Md USD (340 Md THB) et les appels d'offres de génie civil sont en cours de préparation. Le réseau ferroviaire à double voie du Sud (trois tronçons Chumphon-Songkhla-Padang Besar) représente 3,2 Md USD (104 Md THB). La ligne grande vitesse reliant les trois aéroports (7 Md USD / 224 Md THB) ne verra finalement pas son contrat modifié, le gouvernement préférant attirer davantage de passagers vers U-Tapao plutôt que de risquer des contentieux. Enfin, un complexe de divertissement sportif de 9,4 Md USD (300 Md THB) est envisagé dans la zone économique spéciale de l'Est (EEC) pour renforcer la fréquentation de l'aéroport d'U-Tapao.

Énergie : pour la première fois, le gouvernement contraint les raffineries à réduire leurs marges et répercute la baisse sur les prix à la pompe

Le ministre de l'Énergie Ekanat Promphan a annoncé le 7 avril l'activation du décret d'urgence de 1973 sur les pénuries de carburant pour obliger les six raffineries nationales à abaisser leur prix de vente du diesel (B7 et B20) de 0,06 USD/litre (2 THB/litre). Le Bureau de politique et planification énergétiques (EPPO) avait établi que la marge brute de raffinage avait atteint en moyenne 6 THB/litre en mars, dans un contexte de prix de référence élevés à Singapour. Le gouvernement abandonne ainsi le modèle de référence « Singapore 100/100 » au profit d'un mécanisme dit de « Singapore Discount », visant à réduire les profits excessifs sans fragiliser les opérateurs. Cette décision intervient alors que le Fonds pétrolier (Oil Fund) accuse un déficit de plus de 1,6 Md USD (50 Md THB), avec une charge journalière dépassant 31 M USD (1 Md THB).

Le Comité de politique énergétique se réserve la possibilité de durcir le dispositif si les marges restent élevées en avril. La baisse sera répercutée sur les consommateurs dès le 10 avril, avec une réduction d'environ 2,14 THB/litre à la pompe. Parallèlement, les subventions à la consommation seront abaissées, ce qui réduira la dépense quotidienne du Fonds d'environ 9 M USD (288 M THB). Le gouvernement impose par ailleurs l'installation de points de distribution de diesel B20 tous les 100 km sur les routes nationales principales d'ici le 20 avril, et prévoit de restreindre la vente des carburants conventionnels entre 22h et 5h afin d'encourager les économies d'énergie.

Philippines

Conclusion d'un accord de « libre passage » avec l'Iran

Les Philippines ont conclu le 2 avril un accord avec l'Iran garantissant le « *passage sûr, sans entrave et rapide* » des navires, cargaisons énergétiques et marins philippins dans le détroit d'Ormuz. L'objectif est à la fois de sécuriser l'acheminement de pétrole et d'engrais – 95% du pétrole brut importé provient du Moyen-Orient – et de protéger les marins philippins (5 601 bloqués dans le détroit). Les Philippines deviennent ainsi le 11^e pays à obtenir de telles garanties de Téhéran depuis le début du conflit, rejoignant notamment le Japon, l'Indonésie, la Thaïlande et la Malaisie. Son impact immédiat devrait toutefois rester limité, compte tenu des incertitudes sur les modalités de protection des marins, de la présence de seulement deux navires philippins dans la zone et des délais d'application. La ministre de l'Énergie Sharon Garin a ainsi reconnu qu'il ne s'agit « *pas d'une solution parfaite* » et que l'accord « *n'élimine pas tous les risques* », tout en estimant qu'il améliore la position du pays en sécurisant un accès « *préférentiel* ». Pour rappel, les Philippines ont mis en place une stratégie de substitution dès la fin du mois de mars, en se tournant notamment vers des partenaires d'approvisionnement non traditionnels, comme la Russie.

Accélération de l'inflation à 4,1% tirée par la flambée des prix du carburant

L'inflation aux Philippines a fortement accéléré en mars sous l'effet du conflit au Moyen-Orient, s'établissant à 4,1 % (contre 2,4 % en février), dépassant à la fois la cible de la Banque centrale (2-4 %) et ses prévisions (3,1-3,8 %). Cette hausse a principalement été alimentée par les transports (+9,9%), tirés par la forte augmentation des prix de l'essence (+27,3%) et du diesel (+59,5%). Les prix de l'alimentation et des boissons non alcoolisées ont progressé de 3%, portés par le poisson, les céréales et les légumes, avec des effets de second tour attendus dès avril, conséquence directe de la hausse des coûts du transport, des engrais et des denrées alimentaires importées. Cette accélération pourrait marquer la fin du cycle d'assouplissement de la Banque centrale (BSP), qui avait maintenu

ses taux directeurs lors d'une réunion hors calendrier le 26 mars. La prochaine réunion du Monetary Board est prévue le 23 avril.

Renforcement des mesures face à la hausse des prix alimentaires

Le gouvernement a annoncé mettre en œuvre des mesures ciblées pour protéger les producteurs et les consommateurs face à la hausse des prix alimentaires. Parmi les interventions immédiates figurent notamment la distribution de subventions carburant et intrants agricoles, l'utilisation d'un fonds d'urgence de 16,8 M USD pour le carburant et le bioengrais, ainsi que la libération de 168 M USD via le *Presidential Assistance for Farmers and Fishers* (PAFF) pour 4,2 M de bénéficiaires. Le président Ferdinand Marcos Jr. a par ailleurs approuvé un plafond de prix de 50 PHP/kg pour le riz importé, qui sera mis en œuvre par un décret exécutif, et élargi le programme de distribution de riz à 20 PHP/kg à 2 000 t (contre 600 t auparavant) pour répondre à la demande croissante. Si les stocks actuels ont permis de contenir l'inflation alimentaire à +3% en mars, la transmission des coûts du transport et des engrais – coïncidant avec la saison des plantations – devrait s'accroître dès avril, avec un impact marqué attendu à l'été.

Cambodge

Le Cambodge redessine sa carte du riz

Selon la fédération cambodgienne de riz, le Cambodge a exporté 360 000 t de riz usiné au T1 2026 (+75 % en g.a.), pour une valeur de 208 M USD (+29,3 %). La croissance des exportations en volume dépasse celle en valeur en raison d'une baisse générale des prix du riz à la tonne (-16 %), dans un contexte de surproduction en Asie du Sud-Est. Le riz aromatique ne compte plus que pour 60 % du riz usiné (81 % au T1 2025). Il est concurrencé par des exportations de brisures de riz et de riz blanc, davantage demandés par les pays de l'ASEAN. L'ASEAN représente d'ailleurs le premier débouché du riz cambodgien (40 % des exportations, +317 % en g.a.), soutenue par des accords bilatéraux (Philippines, Malaisie) avec des pays qui ne se fournissent plus en Inde, suite à l'interdiction d'exportation (mi-2023-fin 2025). L'Europe (27 %, -8 %) et la Chine (25 %, +136 %) restent les marchés les mieux valorisés (respectivement 695 \$/t et 632 \$/t), à la différence de l'ASEAN (387 \$/t). Quant aux exportations de riz non décortiqué, elles ont atteint 2 Mt (-18 % en g.a.), sous l'effet d'une transformation locale en progrès et d'une demande vietnamienne en recul.

La lutte contre la cybercriminalité se matérialise

Le Sénat a promulgué une loi instaurant de nouvelles sanctions contre la cybercriminalité. Ce texte prévoit une peine pouvant aller jusqu'à la réclusion à perpétuité si des activités cybercriminelles ont causé la mort d'une personne. Les responsables d'un centre d'arnaques en ligne peuvent aussi être condamnés à 20 ans d'emprisonnement si leurs activités impliquent la traite d'êtres

humains ou le travail forcé. Cette législation traduit la volonté du gouvernement de redorer l'image du pays, qui souffre d'une mauvaise réputation liée aux arnaques en ligne. Cette loi permet aussi d'apporter une nouvelle réponse aux pressions internationales, notamment américaines. Depuis juin 2025, plus de 30 000 étrangers ont été expulsés et 800 personnes ont été emprisonnés. L'ampleur du phénomène reste considérable. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime rapporte que la cybercriminalité au Cambodge aurait impliqué 150 000 individus et rapporté jusqu'à 19 Md USD en 2025 ; pas nécessairement pour de seuls intérêts cambodgiens.

Un allègement de la facture pour passer à l'électrique

Le Premier ministre cambodgien a signé un sous-décret exonérant de taxes douanières des produits considérés comme respectueux de l'environnement. Sont notamment concernées les importations de voitures électriques et bornes de recharge ainsi que d'appareils électroménagers électriques (plaques, cuiseurs de riz), autrefois taxés entre 7 et 35 %. Cette mesure vise deux objectifs. D'une part, réduire la dépendance aux hydrocarbures pour renforcer la sécurité énergétique dans un contexte de hausse des prix et de difficultés d'approvisionnement liées à la crise au Moyen-Orient. Pour rappel, le Cambodge importe la totalité de sa consommation d'hydrocarbures. D'autre part, intensifier l'adoption de la mobilité électrique avec l'objectif d'avoir un parc automobile constitué à 40 % de voitures électriques d'ici 2050 (contre 1,2 % aujourd'hui). Ces produits étant toutefois majoritairement importés de Chine (70 % des voitures et bornes de recharge, 65 % des appareils électroménagers), cette politique est susceptible d'aggraver la dépendance du pays aux importations chinoises (déjà 53 % de ses importations totales).

Laos

Crise énergétique aiguë malgré un cessez-le-feu au Moyen-Orient

Le Laos subit une crise énergétique majeure depuis fin février, liée à la fermeture du Strait of Hormuz. Le prix du diesel a bondi de +163 % pour atteindre 2,4 USD/litre début avril, tandis que l'essence a progressé de +80 %. Jusqu'à 50 % des stations-service ont fermé au pic de la crise, provoquant des pénuries généralisées. Très dépendant de la Thaïlande (97 % des importations), le pays a subi une baisse de -25 % des volumes livrés. Le gouvernement a supprimé la taxe sur le diesel et réduit celle sur l'essence, tout en instaurant des mesures d'urgence (télétravail, distribution mobile). Des approvisionnements exceptionnels ont été obtenus auprès du Vietnam (50 M USD équivalent carburant) et de la Thaïlande (14 M USD). Si les files d'attente diminuent, l'inflation atteint 9,7 % et les prix restent durablement élevés. Le cessez-le-feu entre les États-

Unis, Israël et l'Iran offre un répit, mais la situation demeure fragile.

Encadrement des prix à Vientiane avant le Nouvel An lao

À Vientiane, les autorités ont demandé aux entreprises et grandes enseignes de maintenir des prix stables à l'approche du Pi Mai Lao. Le ministère de l'industrie et du commerce coopère avec les principaux distributeurs pour éviter hausses abusives, pénuries et pratiques spéculatives. Les produits concernés incluent carburant, gaz, riz gluant, viande, œufs et biens importés essentiels. Les entreprises doivent garantir des stocks suffisants et afficher clairement les prix en monnaie locale. Des contrôles seront menés dans les 9 districts de la capitale pour assurer le respect des règles. Les autorités renforcent également la coordination aux frontières pour limiter les importations illégales. Cette mesure intervient dans un contexte de hausse des coûts du transport et des importations liée à la crise énergétique.

Birmanie

Min Aung Hlaing, élu président, annonce un nouveau gouvernement toujours dominé par les militaires

Min Aung Hlaing, jusque-là chef de la junte, a quitté ses fonctions de commandant en chef des armées et a été élu président de la République de l'Union de Birmanie par le collège électoral présidentiel le 3 avril. Le Parlement avait été préalablement renouvelé lors d'élections tenues fin 2025 et début 2026, jugées ni libres ni équitables par la France et les Etats membres de l'UE. La cérémonie d'investiture devait se tenir le 10 avril à Naypyitaw. Les noms des ministres de son prochain gouvernement ont été présentés au Parlement le 7 avril, comptant plusieurs membres du précédent gouvernement *de facto*, militaires et anciens militaires. Sur 30 ministres, 14 sont des individus sous sanctions de l'Union européenne. Le nouveau président a reçu des messages de félicitations de Vladimir Poutine, Alexandre Loukachenko et Xi Jinping, mais également du ministre thaïlandais des Affaires étrangères Sihasak.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr